



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU RHONE

Direction départementale
de la protection des populations

Lyon, le - 3 FEV. 2016

Service protection de l'environnement
Pôle installations classées et environnement

Dossier suivi par Anaïs ANAMOUTOU

☎ : 04 72 61 37 87

✉ : anaïs.anamoutou@rhone.gouv.fr

ARRETE DE MISE EN DEMEURE

*Le Préfet de la Zone de Défense et de
Sécurité Sud-Est
Préfet de la Région Auvergne-Rhône-Alpes
Préfet du Rhône
Officier de la Légion d'Honneur,*

VU le code de l'environnement, notamment l'article L 171-8 ;

VU l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 modifié, relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux et aux installations incinérant des déchets d'activités de soins à risques infectieux ;

VU l'arrêté préfectoral du 3 mai 2006 modifié, régissant le fonctionnement de la Station d'épuration de la Ville de Tarare située boulevard de la Turdine à TARARE ;

VU le rapport du 28 décembre 2015 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;

VU le courrier adressé à l'exploitant le 28 décembre 2015, dans le respect des dispositions de l'article L 514-5 du code de l'environnement ;

CONSIDERANT qu'une visite de l'établissement de TARARE, exploité par la COMMUNAUTE DE COMMUNES DE L'OUEST RHODANIEN, a permis à l'inspection des installations classées de relever plusieurs non-conformités :

- l'absence de mesures en continu de l'ammoniac en cas de traitement des oxydes d'azote par injection de réactifs azotés,
- l'absence de mesures en semi-continu des dioxines et furannes.

CONSIDERANT, par ailleurs, que l'exploitant est tenu, depuis le 1^{er} juillet 2014, de mettre en place le suivi des mesures de concentrations ;

CONSIDERANT donc, que l'exploitant ne respecte pas les prescriptions de l'article 34 de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2012 modifié susvisé ;

CONSIDERANT, en outre, que le fonctionnement des installations en cause dans des conditions irrégulières peut présenter des inconvénients pour l'environnement ;

CONSIDERANT, dans ces conditions, qu'il convient d'exiger de l'exploitant qu'il prenne les dispositions nécessaires afin de se conformer aux prescriptions de l'article 34 de l'arrêté du 20 septembre 2012 modifié ;

CONSIDERANT, dès lors, qu'il y a lieu de faire application des dispositions de l'article L 171-8 du code de l'environnement ;

SUR proposition du préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1er : La COMMUNAUTE DE COMMUNES DE L'OUEST RHODANIEN, est mise en demeure, pour sa station située Boulevard de la Turdine à TARARE, de respecter, avant le 30 juin 2016, les dispositions de l'article 34 de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 modifié susvisé.

Le délai fixé ci-dessus court à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 2 : Faute par l'exploitant d'obtempérer à cette injonction, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par la réglementation en vigueur sur les installations classées.

ARTICLE 3 : Délai et voie de recours (article L 514-6 du code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

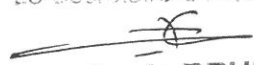
ARTICLE 4 : Le préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances, la directrice départementale de la protection des populations et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au maire de TARARE,
- à l'exploitant.

Lyon, le **- 3 FEV. 2016**

Le Préfet,

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général Adjoint


Denis BRUEL